

# CE QUE MARIANNE EN PENSE

Gardiens du temple

## LE DOGME PRÉVAUT SUR LES MUSULMANS

**E**n Islam de nos jours, mieux vaut être une caricature du Prophète qu'un musulman de chair et d'os. C'est, en substance, le message que les gardiens du dogme d'une douzaine de pays – à commencer par les deux vaisseaux amiraux que sont l'Arabie saoudite sunnite et l'Iran chiïte – ont récemment fait passer à leurs ouailles. Une fois n'est pas coutume, au début du mois de juin, les grands inquisiteurs de Riyad et de Téhéran ont fustigé d'une même voix l'Inde de l'ultranationaliste yogi Narendra Modi. Les raisons de l'ire barbe venue du golfe Arabo-Persique ? Des propos jugés offensants tenus à l'égard du Prophète le 26 mai par Nupur Sharma, la porte-parole du parti au pouvoir. Cette dernière a fait référence à la pédophilie supposée du Prophète, dont la tradition évoque un mariage avec la très jeune Aïcha. Un comble de la part d'une responsable politique vivant dans ce pays majoritairement hindouiste où le mariage d'enfants est toujours en vigueur entre mineurs, mais aussi entre mineurs et majeurs.

L'Organisation de la coopération islamique (OCI) a ainsi condamné une « offense » faite à Mahomet qui

intervient « dans un contexte de recrudescence de haine et de dénigrement de l'islam en Inde ». Dans un second temps, l'organisation a tout de même daigné demander à l'État indien qu'il « garantisse la sécurité et le bien-être de la communauté musulmane et protège ses droits, son identité religieuse et culturelle, sa dignité et ses lieux de culte ». La tradition prévaut donc sur l'humain. Qu'à cela ne tienne, la police indienne n'a pas hésité à ouvrir le feu sur des musulmans venus manifester contre Modi et ses sbires – notamment dans la ville de Ranchi, dans l'est du pays – tuant au passage quelques-uns d'entre eux.

Depuis, ni Riyad, ni Téhéran, ni Abu Dhabi, ni Rabat ni personne n'est monté au créneau malgré les appels à tuer les musulmans qui se multiplient en Inde depuis le début de l'année. Pour rappel, en 2002, dans l'État du Gujarat, quelque 2 000 musulmans ont été massacrés et violés tandis que 140 000 à 200 000 d'entre eux ont dû quitter villages et maisons. En ce temps-là, un certain Narendra Modi était à la tête de cet État... Un détail de l'histoire qui devrait franchement alerter les gardiens de La Mecque et de Médine. ■ STÉPHANE AUBOUARD

Stade suprême

## L'ADIEU À PIERRE-MAUROY

**L**a Métropole européenne de Lille a passé un accord avec le groupe Decathlon pour débaptiser le stade de la ville, appelé jusqu'ici stade Pierre-Mauroy, du nom du maire socialiste historique de la cité, et le rebaptiser « Decathlon Arena Pierre-Mauroy ». Ainsi sera scellée la deuxième mort de l'ex-Premier ministre de François Mitterrand (1981-1984), connu pour avoir défendu les attaches populaires de la social-démocratie nordiste. Il y a belle lurette que Mauroy a été oublié et que l'élite rose a succombé aux délices de la marchandisation. Comme d'autres villes, la cité des Hauts-de-France se convertit au « naming » (comme on dit en bon français). Elle va échanger le nom de son stade contre celui d'une entreprise payant rubis sur l'ongle, propriété de la famille Mulliez. Ainsi, Lyon vit avec le Groupama Stadium ; Nice, avec l'Allianz Riviera ; Bordeaux, avec le Matmut Atlantique ; et Marseille, avec l'Orange Vélodrome. Dans ce dernier cas, on parle toujours du Stade-Vélodrome, tant l'appellation est ancrée dans les mœurs locales. Ailleurs, les esprits évoluent plus vite que les vedettes des équipes phares d'un foot business qui écrase le match. ■ THOMAS VALLIÈRES

Impérialisme linguistique

## L'ANGLAIS BOUTÉ HORS DES FACS

**J**usqu'où peut aller l'impérialisme de la langue anglaise ? Voici peu, le Conseil d'État a fait droit au recours déposé par diverses associations contre l'arrêté du 3 avril 2020 portant sur l'obligation de se présenter à une certification en anglais pour obtenir une licence, un DUT ou un BTS. Il s'agissait de conditionner

l'obtention de diplômes de 1<sup>er</sup> cycle de l'enseignement supérieur à la passation d'une évaluation externe dans la langue de Joe Biden, sans condition de résultat ou de niveau minimal. À l'époque, nombre d'universitaires s'étaient insurgés contre cette atteinte au plurilinguisme, doublée du financement par de l'argent public d'organismes

privés imposés par le ministère de l'Enseignement supérieur. Le coût total de la facture se serait élevé à 32 millions d'euros. Malgré les protestations, le gouvernement avait persisté dans son choix, désignant comme prestataire une société privée grecque appelée LanguageCert. Quinze associations civiles

et universitaires avaient décidé de déposer un recours devant le Conseil d'État. Après deux ans d'instruction, ce dernier a frappé d'illégalité les décrets et remis l'anglais à sa place, celle d'une langue étrangère comme une autre. L'étonnant est qu'il ait fallu en arriver là pour recouvrer le bon sens le plus élémentaire. ■ FRANÇOIS DARRAS